

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 20/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHEMLOG SAS

Route de Bueil
B.P. 10
27780 Garennes-Sur-Eure

Références : UBDEO.ERA.2026.04.144.SG
Code AIOT : 0005800955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement CHEMLOG SAS implanté 7, route de Bueil B.P. 10 27780 Garennes-sur-Eure. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 08 avril 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées sur le thème de la disponibilité des moyens en eau sur les sites industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEMLOG SAS
- 7, route de Bueil B.P. 10 27780 Garennes-sur-Eure

- Code AIOT : 0005800955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHEMLOG basée à Garennes sur Eure exploite un entrepôt de 10 000 m², elle est spécialisée dans le stockage à température ambiante de produits destinés à différents secteurs industriels : alimentaire, pharmaceutique, cosmétique principalement, mais stocke également des produits chimiques dont des liquides inflammables.

Le site est soumis au régime de l'Autorisation pour les solides inflammables (rubrique 1450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) et pour le stockage de produits toxiques (rubriques 4120, 4130 et 4140).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	3 mois
3	Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	3 mois
5	Registre, tests, maintenance et contrôles des moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	1 mois
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 4.19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'action régionale vise à s'assurer que les industriels ont dimensionné leurs besoins en eau, et qu'ils s'assurent de la disponibilité de ses moyens pour faire face à un sinistre.

Le site CHEMLOG de Garennes sur Eure a récemment dimensionné ses besoins en eau. Les volumes disponibles sont satisfaisants. Néanmoins, l'exploitant mettra en place les procédures d'entretien des moyens internes (bache, étang) et se mettra en conformité, après consultation du SDIS, avec le RDDECI.

Un accès doit par ailleurs être possible à tout moment par les services de secours.

De plus, le plan doit être revu afin d'intégrer utilement, les zones à risques, les moyens de défense.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/1998, article 4.19
Thème(s) : Risques accidentels, Besoins en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose des moyens notamment en débit d'eau d'incendie et en extincteurs pour lutter efficacement contre l'incendie. Ces moyens seront suffisamment denses et répondront aux risques à couvrir. Deux puits suffisamment dimensionnés, alimentés par la nappe phréatique, sont aménagés et accessibles en permanence aux services de secours. Un volume d'eau minimal de 840m3 devra être disponible sur une durée de 2h.</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu de la fluctuation possible des étangs, l'exploitant a revu les moyens disponibles sur le site.</p> <p>L'exploitant a réalisé le dimensionnement de ses besoins en eau et transmis avant l'inspection le rapport du CNPP du 3 juillet 2023 dimensionnant le besoin en eau à 180 m3/h.</p> <p>Selon les dires de l'exploitant, ces besoins en eau sont couverts par : - un poteau incendie externe situé route de Bueil</p>

<ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau en bache souple de 240 m³ mise en place en juillet 2024, au nord est du site - les 2 étangs situés au nord ouest <p>Le document du CNPP précise qu'un volume de 930m³ est disponible via les étangs pour une hauteur de 30cms. Au demeurant, l'ajout de la réserve souple a permis au site de sécuriser ses moyens disponibles.</p> <p>La prescription précitée n'est plus adaptée. Les prescriptions seront modifiées dans une mise à jour ultérieure de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan des moyens incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, plan</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans, en particulier, pour les installations concernées : - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; ... - le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté plusieurs plans à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des moyens de défense précisant l'emplacement du poteau incendie, de la bache (ajoutée manuellement), des étangs. - le plan d'intervention affiché dans les locaux, de mars 2006 : ce plan précise la présence d'inflammables dans la cellule 6 et de toxiques dans la cellule 1, l'emplacement des extincteurs, du désenfumage ... <p>L'inspection note que les plans ne sont pas datés. Par ailleurs, l'ensemble des risques du site ne sont pas mentionnés, en effet le site ne stocke pas uniquement des inflammables et des toxiques mais aussi, notamment, des produits dangereux pour l'environnement (rubrique 4510), des comburants, et une zone ATEX est présente sur le site (local de charge).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant dispose d'un plan daté et à jour précisant (via des pictogrammes par exemple) les risques des installations par zone, et l'emplacement des moyens de défense. Ce plan sera inclus au plan de défense incendie.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, justification des débits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyens d'intervention en cas d'accident.</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le poteau incendie externe est sous la responsabilité de la commune.</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni le relevé technique du poteau mais a fourni le certificat de la mairie du 5 mai 2023 précisant que le poteau n°10 présente un débit sous 1 bar de 52 m3/h.</p> <p>Le site ne dispose pas de motopompe.</p> <p>Le débit précisé étant inférieur à 60m3/h, il est non conforme et ne peut être considéré comme moyen d'extinction du site. Du reste, le site dispose de sa réserve en bache et du volume des étangs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il revient à l'exploitant de s'assurer auprès de la collectivité du débit conforme du poteau, afin de pouvoir justifier de la disponibilité du volume D9 déterminé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens
Prescription contrôlée :

Moyens d'intervention en cas d'accident.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'inspection a constaté la présence de la réserve d'eau. L'identification présente sur la bâche précise un volume utile de 240m³.

L'inspection a constaté sur le terrain :

- la réserve est située devant l'aire de stationnement des camions
- la présence de l'évent et du trop plein, la bâche n'a pas de sortie en prise directe
- l'absence de signalisation de la réserve
- la présence d'une interdiction de stationner au sol
- l'absence d'aire d'aspiration délimitée et protégée
- la présence de 2 poteaux d'aspiration de couleur bleue
- la présence de blocs de béton devant la zone pour éviter le rapprochement des camions
- l'absence de pomperie
- l'absence de clôture autour de la bâche

L'exploitant précise en séance que la réserve ne fait pas l'objet de contrôle et d'entretien régulier. Il n'a pas identifié de durée de vie dans la notice.

L'inspection a consulté le logiciel du SDIS : la réserve n'y est pas mentionnée.

Concernant les étangs, ils sont communicants et le site dispose d'un canal de pompage

L'inspection a constaté sur le terrain :

- la présence d'une aire d'aspiration pompiers matérialisée au sol
- l'absence de signalisation de l'accès au plan d'eau
- l'absence de dispositif d'aspiration
- la zone de pompage est délimitée par une grille devant permettre d'éviter la présence de branchages dans le canal.

La hauteur n'a pas été mesurée, le RDDECI imposant une hauteur de 1m minimum.

Un curage a été réalisé en 2023, l'exploitant prévoit de renouveler le curage en 2028 soit tous les 5 ans.

Par ailleurs, le site reste ouvert en semaine, même la nuit afin de permettre le stationnement des poids lourds. Il est fermé le week end, les 3 portails sont alors fermés à clé, ce qui pose le problème de l'accessibilité pour les services de secours.

En effet, l'article 3.1 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précise :

«L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. »
L'exploitant dispose néanmoins d'une astreinte qui se rendrait sur place en 20 minutes lors d'un incident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le SDIS sera sollicité par l'inspection pour la réception de la réserve et sur la conformité des moyens en eau vis à vis du RDDECI. Le cas échéant, il se mettra en conformité sous 3 mois.

De plus, il mettra en œuvre les actions correctives visant à garantir l'accès au site par les services de secours à tout moment.

L'exploitant mettra en place la maintenance, à minima annuelle, associée à la réserve permettant de vérifier :

- la hauteur de remplissage
- aspect général (absence de fuite ou détérioration)
- présence du bon marquage
- accessibilité
- manœuvre des dispositifs
- capacité d'aspiration

En plus du curage, une maintenance préventive à minima annuelle, sera également mise en place pour le canal de l'étang, en prévoyant à minima un contrôle visuel, le retrait des branches.

La traçabilité de ces contrôles sera tenue à la disposition de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Registre, tests, maintenance et contrôles des moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, registre de sécurité

Prescription contrôlée :

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés,

opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.
Constats : L'inspection a consulté en séance le registre de sécurité du site et a contrôlé par sondage : <ul style="list-style-type: none"> - le contrôle des extincteurs a été réalisé en janvier 2026, le rapport du 12 mars 2026 précise le bon état des équipements. - le dernier contrôle des RIA indiqué est 26/02/25. L'exploitant indique que le contrôle a été réalisé le 24/02/26, date non indiquée dans le registre. L'exploitant n'a pas pu transmettre le rapport de contrôle. - contrôle du désenfumage par rapport du 27/02/26. Le rapport indique que des équipements n'ont pas été contrôlés dans un bâtiment en rénovation de toiture. Il sera équipé d'équipements neufs qui seront à contrôler en 2027.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra le rapport 2026 de contrôle des RIA et le cas échéant, le plan d'actions de mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du plan de défense incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt soumis à autorisation ou ayant application des dispositions particulières prévues au point 7, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule. Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none"> - le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;

<ul style="list-style-type: none"> - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan opérationnel interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis avant l'inspection son plan de défense de mars 2024. Par sondage, l'inspection fait les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le document comprend le schéma d'alerte heures ouvrables et non ouvrables, ainsi que les contacts externes. Ceux-ci ne sont pas à jour, l'adresse de la DREAL ayant changé depuis 2023. De plus, le document ne mentionne pas de numéros ou mail pour joindre les contacts extérieurs. En séance, l'exploitant a indiqué avoir en parallèle un classeur avec les numéros d'urgence. - le document comprend la liste du personnel au jour de la création, cela implique une mise à jour à chaque changement de personnel. - le document précise que l'ensemble du personnel est formé aux extincteurs (EPI) et une partie au port des ARI. Néanmoins, il ne précise pas les fréquences de formation/ renouvellement. - les plans, indiqués comme étant en annexe, n'ont pas été transmis à l'inspection. <p>Le document ne fait pas mention des besoins en eau du site et des moyens prévus pour subvenir à ces besoins.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le PDI selon le texte susvisé et les remarques ci-dessous.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>